

Ramananarivo R., Soavelo A.R., Razafindraibe R., Razafiarijaona J., Ramananarivo S., Aubert S., Rakotozandriny J.N. Les enjeux des compromis dans la valorisation de l'espace d'une zone forestière par la certification foncière-Cas de la Commune rurale de Beforona

Résumé

Le guichet foncier de Beforona a été mis en place en 2009 en vertu de l'application de la loi 2005-019 du 07 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres. Les conditions relatives au contexte étudié ont permis de déterminer la pertinence de son implantation par rapport à la situation des nouvelles aires protégées, liée ici à l'interdiction par l'Etat de la pratique du «tavy» reconnue comme un des facteurs principaux de la dégradation de la biodiversité. Vu l'intérêt porté par les différents intervenants dans la protection de l'environnement pour un développement durable, terroirs, paysage forestier et activités agricoles s'inscrivent au centre des relations que les usagers entretiennent avec la terre. Le mode d'organisation qu'impriment les services du GF sur les unités spatiales d'exploitation est ainsi caractérisé, cerné et apprécié dans le cadre de l'usage des parcelles certifiées et non certifiées. La démarche se trouve axée sur une typologie des exploitations agricoles tirée de l'Analyse Factorielle Discriminante. Ce qui a permis de dévoiler à quels points les usagers apparaissent intéressés aux initiatives de la certification foncière. Les résultats ont montré que les parcelles les plus sécurisées sont celles des cultures pérennes. Même si la pratique du «tavy» et la mise en jachère demeurent encore courantes dans la Commune rurale de Beforona, la certification foncière s'avère incontournable aux yeux de la population.

Mots clés : Corridor forestier Ankeniheny Zahamena, Guichet foncier, Certification foncière, Beforona

Abstract

The land tenure office of Beforona was set up in 2009 by virtue of the law enforcement 2005-019 of October 07th, 2005 which fixes the values governing the statuses of lands. The conditions relating to the studied context allowed determining of the relevance of its implementation in relation to the situation of the new protected areas. This situation is linked here to the restriction of bushfire practice recognized as one of the main factors of biodiversity loss. Countries, forest landscape and agricultural activities are central to relations that users maintain with the earth, seen the interest carried by the various participants in the environmental protection for a sustainable development. Thus, the mode of organization printed by the land tenure office on the spatial units of exploitation is characterized, identified and appreciated within the use of certified and non-certified parcel. The approach focuses on a typology of farms pulled by canonical variate analysis. The methodology reveals how much users seem interested in the initiative of land certification. The results showed the most secured land plots are those in which farming are sustainable. Even if the "tavy" practice and the set aside land still remain regular in the Rural district of Beforona, the land certification is a must to the local population.

Keywords: Forest Corridor Zahamena Ankeniheny, Land tenure office, Certification land, Beforona

Introduction

Les préoccupations se trouvent centrées sur le renforcement de la dynamique de concertation et la mise en synergie entre les acteurs de la recherche, de l'enseignement supérieur et du développement à Madagascar. Etant mobilisée dans le cadre des Objectifs principaux du projet Partenariat et Recherche dans le secteur Rural (PARRUR), l'attention est portée sur la production de connaissances de terrain de la certification foncière en milieu forestier.

Le décalage entre les besoins de sécurité foncière des individus et la capacité de l'Etat central à délivrer des titres de propriété est devenu un frein au développement. Les effets positifs de la Politique foncière vont apparaître alors déterminant pour la sécurisation des investissements. Elle constitue à cet égard, l'un des principaux leviers susceptibles de favoriser le lien entre forêt et subsistances de la population.

De ce fait, le Guichet Foncier (GF) de Beforona a été mis en place en 2009 en vertu de l'application de la loi 2005-019 du 07 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres (Rochedugue, 2004). Les conditions relatives à la zone d'étude ont permis de déterminer la pertinence de son implantation par rapport à la situation des nouvelles aires protégées, liées ici à l'interdiction par l'Etat de la pratique du «*tavy*» reconnue comme un des facteurs principaux de la dégradation de la biodiversité.

Le phénomène de déforestation est pris ainsi en considération dans le contexte de la certification foncière où des mesures alternatives ont été conçues et formulées dans le cadre de la gestion forestière à Beforona, mais beaucoup de contraintes méritent encore d'être surmontées. Le paysage forestier apparaît très marqué et affiche un degré d'évolution vers la dégradation. Terroirs, paysages forestiers et activités productrices s'inscrivent ici au centre des relations que les usagers entretiennent avec la terre dans l'univers villageois.

Malgré les efforts entrepris, on s'est aperçu que l'établissement d'un lien tangible entre modes d'exploitation de la ressource et des revenus futurs se trouve imbriqué aux distorsions entre la reproduction sociale et la reproduction économique. Il concrétise ici le cas d'un modèle d'organisation de l'espace affecté à des usages et déterminé par l'évolution d'une maîtrise de l'exploitation des ressources influencée par l'unique logique d'un compromis permettant la mise en place des mécanismes durables de sécurisation foncière.

L'objectif de cet article est de réfléchir aux problèmes particuliers que posent l'aménagement de l'espace et de son utilisation par les usagers, et qui traduisent aussi, en fait, la réalité d'une unité spatiale mais évolutive de cadre de vie. De nouvelles articulations entre

les modes de régulation coutumières et les systèmes de droit étatique s'avèrent nécessaires et plus concrètement, de nouvelles pratiques de gestion des ressources s'imposent pour éviter les conflits, afin d'instaurer un cadre juridique et institutionnel sécurisant.

L'analyse se focalise sur les démarches et outils développés pouvant parvenir à des systèmes véritablement internalisés et susceptibles d'influer sur la vie politique du territoire considéré. Il s'agit en quelque sorte de déterminer les exigences des rapports de force en jeu dans la gestion des initiatives de la certification foncière issue du compromis engagé à Beforona pour la valorisation des espaces et des initiatives acceptables et rentables pour les usages faits de l'espace.

Matériels et méthodes

La commune rurale de Beforona se trouve au PK 160 de la route nationale 2, reliant Antananarivo et Toamasina. Elle est délimitée par les coordonnées géographiques : 18°56' et 19°00' de la latitude Sud ; et 48°29' et 48°44' de longitude Est ; elle occupe la partie est du Fivondronana de Moramanga, de la région Alaotra-Mangoro et correspond à la partie centre-est de la falaise orientale malgache ; elle est limitée au nord-ouest par la commune rurale d'Ambatovola, au nord-est par la commune rurale d'Andekaleka, à l'est par la commune rurale d'Ampasimbe, au sud-ouest par la commune rurale de Lakato, et au sud-est par la commune rurale d'Ambalabe. La zone d'études s'étend sur un corridor de 25 km de longueur et 12 km de largeur, allant de 350 m d'altitude à l'est jusqu'à 1 200 m à l'Ouest, avec une altitude moyenne de 850 m. Avec ses 347 km² de superficie, elle fait partie des plus petites étendues des communes.

Les documents utilisés ayant servi à l'étude sont la carte de la zone au sein du Foiben'ny Taontsarin-tanin'i Madagasikara (FTM), le registre des terres certifiées au sein du Birao Foiben'ny Fananan-tany (BIF) Beforona, la carte forestière au sein de la Circonscription Régionale des Eaux et Forêts (CIREF) Moramanga, quelques documents relatifs à la forêt de Beforona et le Plan de Développement Communal 2007 de Beforona.

La taille de l'échantillon enquêté a été de 62 dont 34 bénéficiaires des services du GF et 28 non bénéficiaires. Pour en ressortir une typologie des terres, une analyse de données a été faite en utilisant la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) pour avoir une idée sur le nombre de classes, laquelle a été confortée par la méthode de K Means pour un classement des individus supplémentaires. Une analyse Factorielle Discriminante (AFD) finalise la confirmation de la typologie jusqu'à atteindre 100% de biens classés. Les variables

qualitatives suivantes ont été utilisées : Superficie de parcelle de riz certifiée (RC), Superficie de parcelle de gingembre certifiée (GC), Superficie de parcelle riz non certifiée (RN), Superficie de parcelle de gingembre non certifiée (GN), Superficie de parcelle café certifiée (CC), Superficie de parcelle de «tokontany» certifiée (TC), Superficie de parcelle de café non certifiée (CN), Superficie de parcelle de «tokontany» non certifiée (TN), Superficie de parcelle de letchis certifiée (LC), Superficie de parcelle de jachère certifiée (JC), Superficie de parcelle de letchis non certifiée (LN), Superficie de parcelle de jachère non certifiée (JN), Superficie de parcelle de manioc certifiée (MC), Superficie de parcelle de «tavy» certifiée (VC), Superficie de parcelle de manioc non certifiée (MN), Superficie de parcelle de «tavy» non certifiée (VN), Superficie de parcelle d'avocat certifiée (AC), Superficie de parcelle d'eucalyptus certifiée (EC), Superficie de parcelle d'avocat non certifiée (AN), Superficie de parcelle d'eucalyptus non certifiée (EN).

Afin de connaître les terroirs villageois constitués relatifs au paysage forestier, 3 variables ont été considérées : Jachère, «Tavy» et Eucalyptus.

Pour cerner les systèmes de fonctionnement locaux dans la mise en œuvre de la réforme par le GF de Beforona, les variables utilisées ont été les cultures pérennes («tanimboly» certifié) et les cultures non pérennes (jachère certifié, «tavy» certifié).

Pour apprécier la logique des acteurs, une enquête a été faite auprès des usagers qui n'ont pas terminé leurs procédures de certification. Ces usagers sont composés de 28 individus. La démarche consiste à déterminer les pourcentages des usagers qui se sont arrêtés à la 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e étape de la procédure de certification.

Pour la perception des acteurs, un guide d'entretien a été proposé aux différents acteurs afin de déterminer leur vision, leur logique et leur perspective concernant le Guichet Foncier (GF). Ces différents acteurs sont les autorités administratives (maire), les chefs traditionnels (Tangalamena), et les responsables du GF et du Centre de Ressource et d'information Foncière (CRIF).

Résultats

L'analyse AFD a permis de diviser le groupe en 3 classes (Tableau 1) :

- CLASSE1 : le ménage marqué par des parcelles certifiées faibles (0,67 ha),
- CLASSE2 : le ménage marqué par des parcelles certifiées moyennes (1,30 ha),
- CLASSE3 : le ménage marqué par des parcelles certifiées élevées (8,95 ha).

L'originalité des représentations foncières des usagers jusqu'à la réforme de 2005¹

Les structures locales de l'organisation de l'espace s'inscrivent dans le contexte historique des territoires merina. L'humanisation de la nature s'est réalisée dans le cadre d'une alliance passée par le premier occupant avec les puissances de la terre et les esprits du lieu. Les territoires ciblés se présentent comme des espaces structurés, objet d'une exploitation continue. Un ensemble de règles sont exercées à partir de l'organisation des communautés parentales. L'agencement de l'espace de production et de l'unité d'exploitation a été toujours sujet aux conditions d'aménagement des rapports humains. Les réalités territoriales observées ont révélé que l'appartenance à une communauté de parenté garantissait le lien à la terre sur une portion du territoire. L'usage en question traduit l'importance accordée à l'enracinement parental dans la terre et l'investissement symbolique dans le milieu.

La majorité des terres destinée à l'agriculture itinérante sur brûlis constitue une pratique menaçant la coupe en deux du corridor Ankeniheny Zahamena. Les usagers de la forêt de la commune rurale de Lakato dans le sud-ouest fait reculer la forêt et les usagers de la forêt de Beforona font de même vers le sud. L'enjeu est trop important car si ces deux groupes d'usagers se rencontrent, le Corridor Ankeniheny Zahamena (CAZ) va disparaître ; or, que c'est dans cette forêt primaire que les éleveurs vont établir le parcage des bœufs, associé avec de parcelles atomisées de «tavy». Cette pratique était courante depuis que Beforona n'était pas encore une zone isolée et enclavée, c'est-à-dire avant la colonisation. Ce mode de vie s'est ancré à travers la reproduction de rites, de traditions, de croyance et de savoirs, et se perpétue jusqu'à nos jours. Malgré tout, ces systèmes de production basés sur le «tavy» restent toujours un dilemme à Beforona. Ces modes de cultures ancestrales se composent de divers éléments

¹ Conformément à la loi 2005-019 du 07 octobre 2005 qui s'inscrit dans un processus de réforme de la politique foncière : elle correspond à un premier cadrage juridique visant à définir les différents statuts des terres qui puissent exister à Madagascar

fonctionnels tels le «ramarasana» : terrain de culture sur brûlis laissé en jachère pendant 1 à 2 ans environ, et bien d'autres encore. Ce ne sont que des termes, mais en réalité, ce ne sont que des cultures sur brûlis ; mais la durée de jachère devient de plus en plus courte. A cause du rendement décroissant, les terrains fertiles deviennent de plus en plus rares. Un mode de cultures apporté par les migrants voisins, le « «tanimboly» » ou jardin de case, *voit le jour à Beforona, et prospère. Mais cette dernière ne remplace en aucun cas la culture sur brûlis (Actes de l'Atelier EPB-Bema Mars 2001).* Dans une vision externe, le «tavy» est essentiellement perçu comme la cause de la déforestation et de la dégradation des savanes. Pour la vision interne de la population locale, le «tavy» représente non seulement une façon de cultiver du riz pluvial, mais surtout un mode de vie.

D'une manière générale, les terroirs sont diversifiés et font apparaître 3 faciès :

- Les zones déjà déboisées et passées à l'état de savanes herbeuses caractéristiques de la jachère ;
- Les zones de dégradation des forêts naturelles par avancée des cultures de «tavy» ;
- Les zones déjà reboisées en Eucalyptus.

Pour toutes les classes, les pratiques de jachère, «tavy», et eucalyptus représentent respectivement 72%, 13% et 15% du terroir suivant les indications rapportées dans le Tableau 2.

La délivrance de certificat foncier à l'issue du passage d'une représentation de l'espace à une autre

Le rapport à la terre a connu une certaine évolution dans le cadre de la mise en valeur du territoire. Les terres reçues en héritage des ancêtres sont fondamentalement affectées par les transformations d'ordre politique et social et spécialement par un quadrillage du territoire qui s'est en effet intensifié avec le progrès du pouvoir central.

Communautés villageoises et communautés familiales sont des notions qui ne recouvrent qu'imparfaitement la dynamique interne. L'intervention externe, surtout à l'implantation du Guichet Foncier, a conduit à la superposition d'une nouvelle grille moderne de l'occupation et d'une nouvelle représentation sur la matrice² autochtone. Celle-ci étant d'essence communautaire, la dynamique sociale est le résultat d'une transformation paradoxale de ces

² Le terme matrice se réfère au sens d'un moule particulier où s'inscrivent les rapports de l'homme à l'espace et au temps. Selon E. Le Roy, elle apparaît comme une combinaison de pratiques spatiales, de représentations d'espaces et d'espaces de représentations en vue de répondre, à un moment donné, et dans une trame spatiale bien particulière, aux déterminations de la production et de la reproduction de l'ordre spatiale (LE ROY E., 1984).

droits communautaires en droits collectifs au niveau de l'interprétation et du développement des droits individuels. Bien que les modes de vie ancestraux apparaissent toujours dominants, chacun se doit d'assumer individuellement la légitimation de sa sécurité foncière, en regard de sa propre position vis-à-vis des rapports de force.

La dynamique foncière de la réforme de 2005 dans le cadre du système d'utilisation de terre des usagers

Le foncier se trouve dans le contexte malgache en pleine «transition» pour faire face à la recherche par les usagers de la sécurisation foncière. La situation de crise affectant les réalités et les enjeux qui se posent dans les pratiques des acteurs constitue les principales préoccupations des mesures gouvernementales. L'évolution contemporaine des systèmes de production et des modifications de l'environnement qui n'ont cessé de révéler la complexité et la sensibilité de la question foncière se sont alors révélées déterminantes pour concrétiser les enjeux pour une règle de jeu adéquat à la sécurisation des usagers de l'espace et des ressources. L'importance accordée aux réalités foncières en question a permis de se rendre compte que les taux de sécurisation foncière sont très significatifs d'une classe à une autre (Soavelo A., 2012) ; Pour les 3 classes, les taux de sécurisation ont été déjà évoqués dans le Tableau 1 et sont respectivement de 6%, de 12% et de 82%.

Les systèmes de fonctionnement local de la mise en œuvre de la réforme par le GF de Beforona

Les principes reconnus à la collectivité lignagère ont été alors déterminants dans le remodelage de l'appropriation de l'espace et le développement des usages. « Toute représentation de l'espace suppose à la fois une structure symbolique et ses expressions matérielles... » (LE ROY E., 1982). Les stratégies paysannes apparaissent alors multiples. Elles recouvrent un large éventail de combinaison d'activités à l'égard de la forêt. Cela reflète non seulement la diversité des situations locales du point de vue des opportunités qu'elles offrent, mais aussi la diversité de situation qu'elles présentent par rapport à la disponibilité en terres, en main d'œuvre et en moyens d'investissement. L'interdépendance et les liens indissociables entre les problèmes posés par l'environnement et ceux relevant de la croissance économique, de la croissance démographique tendent vers l'urgence des mesures appropriées aux actions de conservation et de la participation des acteurs à la gestion du milieu forestier.

Des compromis établis, révélateurs d'un système hybride peu convaincant

Le niveau individuel, le niveau communautaire et le niveau associatif cristallisent en

quelque sorte la nature des rapports existants entre les usagers de l'espace et l'Etat, puis ceux des usagers entre eux. Il s'agit là de se focaliser sur l'apport humain des acteurs, de libérer les compétences des organisations locales et d'assurer l'émergence d'un ordre négocié pour une nouvelle forme d'organisation de l'espace. L'individu, le ménage et la communauté vont être organisés au centre des besoins d'innovation et de changement, étant interpellés à la fois par les acteurs de développement, par les opérateurs de la conservation, par les acteurs de la commercialisation et par l'Administration.

Une dynamique portée par des modèles institutionnels entachés d'une logique contraignante

Une grande importance sera accordée au renforcement de la dynamique des paysans dans leurs pratiques et leurs usages pour qu'ils puissent voir en l'administration, non plus un instrument d'oppression, mais le représentant de l'intérêt général dans un vrai rôle de service public. Or, les modes de régulation ont du mal à façonner le passage d'une organisation descendante à une organisation multi-niveaux sur le plan spatial : la décentralisation. Dans ces conditions, les contraintes dues au manque de formation, au manque d'encadrement, au manque de moyen et à l'isolement ne sauraient entraîner la démission de l'Etat. Il lui appartient de poser les règles de jeu dans une perspective des politiques publiques, notamment foncière, pour trouver des articulations entre dispositif local et dispositif public en faveur des règles, des instances et des procédures plus appropriées. Il s'agit ainsi de parvenir à des initiatives partagées, susceptibles de dépasser cette dichotomie et ses conséquences.

L'approche relève en quelque sorte des initiatives structurées dans le cadre d'un processus de changement de la société rurale. Elles visent à récupérer comme dans le cas de la certification foncière évoquée ici, la maîtrise d'un certain nombre de fonctions à l'issue de la gestion et de la conservation des ressources naturelles. Le caractère déterminant de la communication et des échanges a primé dans le cadre de la coopération humaine entre toutes les parties prenantes. Les initiatives non étatiques et la responsabilisation des communautés des usagers, gestionnaires des espaces forestiers transférés, à l'égard des services techniques et de l'Etat au niveau communal, ont été surtout favorisées dans le processus recherché. Quoiqu'il en soit, le dialogue engagé entre les participants constitue la clé du succès envisagé, mais les traits saillants qui caractérisent les enjeux réels des objectifs et des moyens à réaliser un compromis entre les positions antagonistes sont passés et occultés. Si les uns s'empressent à la formalisation de tous les engagements administratifs nécessaires, les autres subissent les emprises des engagements financiers à l'égard des bailleurs. Les communautés des usagers

tendent à se replier sur elles-mêmes, privées de leur pouvoir de négociation. Elles participent à la désacralisation du style communautaire qui engage des responsabilités étendues dans l'apprentissage d'un compromis démocratiquement formalisé. La mise en route d'un système hybride s'avère jusque là peu convaincant.

Une dynamique consensuelle porteuse à la configuration d'une illusion participative

La constitution d'un tableau de pourcentage fait état des usagers qui se sont arrêtés à l'étape de sensibilisation, l'étape de dépôt de dossier, l'étape d'affichage, l'étape de reconnaissance. Des considérations spécifiques peuvent ainsi être ainsi relevées suivant les terroirs occupés par les usagers qui n'ont pas pu terminer leurs processus de certification.

Les résultats produits au niveau du Tableau 3 reflètent ici la relation entre les étapes de la certification où les usagers se sont arrêtés par rapport aux localisations spatiales des usages concernés. Au total, l'échantillonnage comprend 28 non bénéficiaires contre 35 bénéficiaires des services du GF. Ces 28 usagers se sont arrêtés au cours des différentes étapes du processus de certification.

La traduction spatiale de la décision des usagers qui n'ont pas abouti leurs procédures de certification se ramène aux proportions suivantes :

- 61% des usagers possédant des parcelles dans les forêts primaires se sont arrêtés au niveau de la sensibilisation ;
- 29% des usagers possédant des parcelles dans les versants de collines se sont arrêtés au niveau du dépôt de dossier ;
- 7% des usagers possédant des parcelles dans les bas de pente se sont arrêtés au niveau de l'affichage ;
- 4% seulement des usagers possédant des parcelles dans les fonds de vallon sont arrêtés au niveau de reconnaissance.

Face à cette situation, Il convient donc de cibler ici les dynamiques spatiales et le champ social y afférents. C'est en fait dans le système social et dans l'histoire des groupes territoriaux concernés qu'il faudra chercher le sens et la place des pratiques foncières dans l'organisation de ces nouveaux espaces façonnés par la certification foncière.

Des usagers mobilisés à l'instar d'une certification foncière réellement vécue, non illusoire

Les résultats ont montré que les parcelles les plus sécurisées sont celles des cultures pérennes.

Même si la pratique du *tavy* et la mise en jachère demeurent encore courantes dans la Commune rurale de Beforona, la certification foncière s'avère incontournable aux yeux de la population.

Un cadre de configuration spatiale à l'égard des parcelles certifiées

Les formes d'exploitation du milieu varient suivant la nature du terrain et des cultures pratiqués. Elles se trouvent liées aux variables d'altitude des pentes et de la nature des sols. Les résultats obtenus ont pu relever 4 formes d'unités spatiales occupées dont :

- le fond de vallon,
- des versants de collines,
- une forêt primaire,
- Une occupation de l'espace inculte.

A partir du Tableau 4, il se trouve que les versants de colline apparaissent les plus sécurisés dans la classe 1 avec une proportion de 47%. Dans la classe 2, la proportion est de 58%. Pour la classe 3, les bas de pente sont sécurisés à 89%.

Le guichet foncier de Beforona : des services pour démentir la banalité des actions

L'approche participative est aujourd'hui reconnue comme un impératif si on veut réaliser des projets efficaces et durables au niveau des initiatives foncières des usagers. Cela permet, entre autres avantages, de gagner l'adhésion de ces derniers lors de la réalisation des travaux, mais surtout d'installer l'appropriation par eux, à la fois du guichet foncier et de ses acquis. Ce dernier point est très important pour la préservation des résultats et la gestion de l'après-projet.

Parvenu à certaines règles et compromis centrés sur la négociation, le cadre organisateur de la promotion des activités au niveau des communautés d'usagers se doit de trouver en tant que services fonciers de proximité, une nouvelle forme d'insertion dans la région forestière. Les stratégies axées sur la préparation d'un élan vers un objectif commun partagé par tous sont ainsi à valoriser. Les acteurs concernés doivent en fait aboutir à des modalités appropriées et de nouveaux consensus. La cohabitation entre les différentes stratégies des acteurs serait ainsi la clé du succès envisagé.

Les conditions requises pour l'avènement d'une recomposition locale de la gestion de l'espace et des ressources ne sont rien sans les autorités chargées de mettre au point des règles et de les rendre opérationnelles. Il faut ainsi veiller au renforcement des capacités des

autorités coutumières, procéder à la valorisation des représentations des usages et des pratiques de la communauté des usagers dans l'aménagement coordonné de l'ensemble du territoire affecté par l'implantation du guichet foncier et de la certification foncière.

Les idées faites de la participation et les pratiques utilitaristes y afférentes émanent respectivement de l'analyse portée sur les différentes échelles de responsabilités, ainsi que les formes de partenariat. Elles relèvent particulièrement du niveau de développement, caractéristique d'un dynamisme interne des paysans. Le bon dosage entre cultures indigènes et expériences étrangères serait attendu d'une négociation sérieuse et porteuse faisant prévaloir une participation sincère pour aboutir à des systèmes véritablement internalisés, à la légitimation de la forme démocratique prescrite au village.

Discussions

Le système d'utilisation des terres faisant apparaître des parcelles certifiées

Terroirs villageois constitués envers le paysage forestier

Les pratiques du «tavy» et de la jachère sont encore élevées. Ces pratiques marquantes du «tavy» et de la jachère sont dues au fait que ce sont des anciennes traditions rizicoles et elles sont considérées par les Betsimisaraka comme la culture des ancêtres dans le sens où le «tavy» représente un cadre privilégié où se réalise le dialogue avec les ancêtres (Sigrid *et al.*, 1996). Ce résultat s'explique par le fait que « le «tavy» fait partie du fondement même de la culture des gens de Beforona et constitue le moteur principal de la déforestation depuis des centaines d'années » (HORIZONS SOLIDAIRES, 2009).

Quant à la jachère, elle est constituée principalement de «ramarasana», terrain de culture sur brûlis laissé en jachère pendant 1 à 2 ans environ (RAVONIARIJAONA, 1995).

En plus, l'eucalyptus, étant rarement isolé, occupe le plus souvent l'espace de manière assez disparate : linéaires le long de certaines, en bosquet à proximité des villages ou au sommet des collines. La question qui se pose est de savoir s'il existe une corrélation entre le recul de la forêt et l'essor de formations forestières artificielles, en d'autres termes, qui plante des arbres et pourquoi.

Système d'exploitation agricoles et parcelles mises en valeur

Pour la classe3, les certifications des parcelles de «tanimboly» (avocat, gingembre, café) sont très élevés, et atteignent la valeur 91 % (Tableau 5). Ce sont les gens de Beforona, Ambinanisahavolo, Ambatoharanana, Sahanonoka qui sécurisent leurs parcelles de «tavy».

Par rapport à l'objectif spécifique de caractérisation de la dynamique foncière de la réforme de 2005 dans le système d'utilisation de terre à Beforona, la certification importante des parcelles de culture de rente (letchis, gingembre, concombre,...) s'explique par la proximité de la RN2. Beforona ravitaille le marché de Tamatave et de Moramanga en cultures pérennes.

L'importance de la sécurisation des parcelles de gingembre à Beforona est due au fait que localement, la culture de gingembre est la plus importante de tout Madagascar. La sécurisation des parcelles de «tavy» dominante s'explique par l'ancrage du «tavy» au système de croyance des paysans. Les techniques utilisées à l'époque étaient les mêmes que celles pratiquées encore actuellement ; seulement, la surface exploitée fluctue suivant les circonstances.

La certification importante des parcelles de «tavy» s'explique par le fait que les gens ont tendance à sécuriser leurs cultures vivrières. Dans le cadre de leurs pratiques agro-forestières, les arbres fruitiers servent de complément à la riziculture, mais ne s'y substituent pas.

Réalité foncière et dynamique des usagers liée à la certification foncière

La classe3 est marquée par une importante certification en termes de superficie ; elle est de l'ordre de 8,95ha et représente 82% des surfaces sécurisées (Tableau 2). La sécurisation des parcelles est importante dans les grandes superficies.

Ceux qui possèdent des grandes parcelles s'avèrent les plus sécurisés. La certification est fonction croissante avec la surface des parcelles afin d'accroître le rendement et la production agricole. Cette affirmation est renforcée par une étude réalisée par Razafindraibe et Minten (2003) ; dans le cadre d'une revue du secteur foncier, ils ont montré que les rendements agricoles sur les terrains titrés sont de 7 % supérieurs aux rendements sur les terrains non titrés.

Les facteurs déterminants des stratégies des acteurs à l'égard de la CF

Des parcelles permanentes «tanimboly» et des parcelles non permanentes «jachère» dans le domaine de la production agricole

La classe3 est marquée par des parcelles permanentes importantes (82%). Ces cultures (avocat, manioc, haricot, maïs, brèdes et légumes, concombres, courges, ...) jouent des rôles

très importants dans un moyen de subsistance des gens en cas de pénurie alimentaire notamment en période de soudure. Les parcelles de culture permanentes sont dominantes par rapport aux parcelles de culture non permanentes (Tableau 5).

Les usagers pratiquent une agriculture intensive pour cultiver des légumes dans les «tanimboly». Ce système de production agricole fondé sur l'optimisation de la production par rapport à la surface cultivée requiert des investissements importants et une utilisation accrue d'intrants agricoles (énergie, engrais, matériel).

Les «tavy» font partie des parcelles de cultures non permanentes, car ces cultures se délocalisent au bout de 3 ans. Cette pratique s'effectue sur un cycle court de 2 ou 3 ans au plus. La première année, on coupe le sous-bois qui, une fois séchée, est mise en feu, tout en décimant alors la parcelle boisée ; la terre est alors préparée et le riz semé. La deuxième année, les mauvaises herbes repoussent, sont arrachées manuellement pour qu'on puisse une fois de plus, planter le riz. Pour la troisième année de riz de «tavy», les mauvaises herbes s'épaississent. La charge de travail de désherbage étant trop importante, la parcelle est abandonnée et le cycle recommence sur la parcelle voisine tous les deux ou trois ans.

Une dynamique spatiale organisée à l'égard des parcelles certifiées

Les formes d'exploitation du milieu varient suivant la nature du terrain et des cultures pratiqués. Elles se trouvent liées à l'importance des pentes et à la nature des sols. L'étude a cerné 4 formes d'unités spatiales occupées dont :

- le fond de vallon pour une riziculture avec une certaine maîtrise de l'hydraulique ; des bas de pentes marqués par la constitution de broussaille et de savane herbeuse réservé aux cultures pérennes ou laissé en friches (les reboisements en eucalyptus) ;
- des versants de collines caractérisés par une extrême dispersion des formations végétales secondaires différentes dominés par le «ramarasana» ;
- une forêt primaire faisant apparaître une atomisation des parcelles de «tavy» des espaces affectées au parcage du bœuf ;
- Une occupation de l'espace inculte caractérisé par la plantation des eucalyptus.

Les versants de colline sont les plus sécurisés dans les classe 1 et 2. Ce comportement des usagers montre qu'ils ont tendance à sécuriser leurs parcelles de cultures pérennes (Tableau 4).

Les perspectives d'avenir du GF de Beforona

Logique et perception des acteurs

Les usagers vivant dans les forêts primaires et versants de collines échouent dans la procédure de certification. Cela est peut être causé par l'éloignement et l'enclavement de ces terroirs.

La faiblesse de l'échec de la procédure de certification en fond de vallon s'explique par l'accessibilité de ces terroirs. A part le problème d'enclavement de ces terroirs de parcelle en forêt, un autre problème apparaît pour expliquer l'échec des procédures de certification dans ces terroirs. Il s'agit de la confrontation des 2 logiques :

- la logique du GF, et
- la logique des usagers.

La mission du GF consiste à convaincre le plus de bénéficiaires possibles, pour avoir le maximum d'adhérents à la certification foncière. En 2009, lors du début de fonctionnement du GF, le coût de la certification était à 8 000 Ariary. Il y avait même un moment où la certification était gratuite pour inciter les paysans de Beforona à s'adhérer.

Le revenu des usagers ne leur permet pas d'accéder à la certification de leurs parcelles ; par conséquent, les usagers pensent que la certification foncière constitue un bien de luxe et non pas un bien de première nécessité .

Le devenir de l'implantation du GF de Beforona

Quant aux «Tangalamena» locaux, ces derniers collaborent étroitement avec le GF. La structure locale pour régler les différents types de conflit ou de litige foncier est une hiérarchie de régulation commençant au niveau du Tangalamena ; si le litige n'est pas résolu, la régulation fait appel au GF. Il en est de même si les différends ne sont pas solutionnés : on porte le dossier au conseil communal et enfin, ce dossier sera remonté au tribunal de Moramanga en cas d'une résolution des problèmes.

Les activités du GF de Beforona sont prometteuses car 4 fokontany sur 13 bénéficient des services du GF.

L'introduction du nouveau système porté par la certification rend la vie facile aux usagers en évitant de venir systématiquement à Moramanga pour faire des transactions foncières. C'est un fait. Toutefois les autorités communales se plaignent du dysfonctionnement des recettes fiscales de la Commune à l'égard de l'ancien système d'imposition foncière (remontée de rôle

et avertissement) affecté par le nouveau système porté par la certification foncière sur le plan financier.

Conclusion et Recommandations

Les formes d'exploitation du milieu varient selon la nature du terrain et les cultures pratiquées. L'étude a cerné l'existence de quatre formes d'unités spatiales faisant apparaître une demande de CF non encore satisfaite ; seulement, 30% seulement de tous les usagers sont bénéficiaires de ce service dans la commune de Beforona. Par ailleurs, les résultats ont permis de conclure que :

- Les pratiques du «tavy» et de la jachère sont encore élevées.
- Dans les parcelles qui possèdent des superficies certifiées élevées, les cultures permanentes sont dominantes par rapport aux cultures non permanentes.
- Le GF rend la vie facile aux usagers en évitant de venir à Moramanga pour faire des transactions foncières à l'avantage des usagers.
- L'Etat ou les organismes non gouvernementaux devront adopter des alternatives pour le «tavy» afin de limiter les cultures sur brûlis.
- La perspective d'avenir du GF de Beforona handicape la finance publique de la commune, à cause de la dépendance financière du GF de la commune ; les recettes communales n'arrivent pas à couvrir les dépenses.
- Le GF de Beforona est acceptable socialement. Cela est dû en fait que le mécanisme de régulation sociale du GF et la structure de régulation locale sont complémentaires : Tangalamena, GF, conseil communal, tribunal.
- Le GF de Beforona est durable écologiquement, du fait que ce dernier lutte contre la pratique du «tavy» et de la jachère en sensibilisant les usagers à sécuriser leurs parcelles de «tavy» et de jachère «ramarasana».

En termes de recommandations, les actions suivantes sont avancées :

- Subventionner le GF de Beforona par le biais de l'Etat ou organisme non gouvernemental, car le GF est incapable de faire face au coût de fonctionnement, d'autant plus que la commune n'arrive plus à payer les salaires des AGF à temps. Il faut que le GF de Beforona ramène le coût de la certification à 8 000 Ariary car le coût actuellement de 34 000 Ariary s'avère trop élevé pour la majorité d'entre eux.

- Augmenter les indemnités des agents du GF (AGF), pour qu'ils soient bien motivés aux sensibilisations des riverains des terroirs enclavés comme les forêts primaires car la connaissance des gens vis-à-vis du GF est faible en forêt primaire ;
- Renforcer la sensibilisation. Comme solution, une grande campagne de sensibilisation dans tous les fokontany est à envisager.
- Développer la formation des agents du GF (AGF) et des agents du Centre de Ressource pour l'Information Foncière (CRIF). Ces formations sont déterminantes pour la maîtrise du GF de Beforona.
- Assurer la mobilisation d'un système d'information symétrique. Le relai d'information par les autorités territoriales est extrêmement efficace pour une diffusion optimale de l'information sur ce nouveau service public de proximité. Cette information a pour effet d'assurer une population parfois victime d'escroqueries pour la délivrance de documents fonciers, du caractère officiel du GF.

L'accélération de la certification passe très probablement par une chute des prix du certificat et donc par un changement de stratégie de pérennisation financière de la gestion foncière décentralisée

Bibliographie

AUBERT S., RAFIDINARIVO H., RAZAFIARISON S. (1996), «La dynamique du «tavy» face à la gestion viable des ressources renouvelables, étude du terrain dans la région de l'Ankay, CIRAD Forêt/FOFIFA DRD, Antananarivo. 205pages

LE ROY (E.), «Enjeux fonciers en Afrique noire», Paris, Ed. Karthala, 1982, 420 pages

RAVONIARIJAONA V. «Dynamique de la couverture végétale de la région de Beforona Ranomafana. Exemples de trois bassins versants : Vohidrazana-Fiereana-Salampinga». (1995). Terre- Tany, Antananarivo, 75 pages

RAZAFINDRAIBE R. & MINTEN B., (2003) «Relations terres agricoles – Pauvreté à Madagascar». Antananarivo. In «agriculture et pauvreté". Programme ILO Cornell. 08 pages

ROCHEDUGUE A., 2004, «Etude sur la mise en place des guichets fonciers à Madagascar», MAEP-AFD-CIRAD, Antananarivo, Rapport institutionnel et juridique, 47 pages

SOAVELO, (A.R.), 2012, «Système d'utilisation des terres et certification foncière autour des Nouvelles Aires Protégées.- Cas de la commune rurale de Beforona», Mémoire de DEA Agro-Management, Promotion AVANA, 45 pages + Annexes

Webiographie

www.foncier-développement.org. HORIZONS SOLIDAIRES. (2009). *Foncier et développement*. (141 pages). Cité le 26/04/2011
<http://apad.revues.org> ou <http://www.revues.org>
<http://www.cairn.info/revue-autrepart-2004-3-page-3.htm>

ILLUSTRATIONS

Tableau 1 : Etat des certifications des terres

CLASSE	CERTIFIEE		NON CERTIFIEE	
	Surface (Ha)	Pourcentage (%)	Surface (Ha)	Pourcentage (%)
Classe 1 (Faible taux de certification)	0,67	6	7,58	83
Classe 2 (Taux de Certification moyen)	1,30	12	0,60	7
Classe 3 (Taux de certification élevé)	8,95	82	1,00	10
Total	10,92	100	9,19	100

Tableau 2 : Terroir villageois au centre des paysages forestiers=2

Classe	Unité spatiale	Jachère		« Tavy »		Eucalyptus	
		Surface (ha)	%	Surface (ha)	%	Surface (ha)	%
Classe 1 (Faible taux de certification faible)		1,94	77	0,32	13	0,24	10
Classe 2 (Taux de Certification moyen)		0,44	48	0,27	29	0,21	23
Classe 3 (Taux de certification élevé)		0,98	79	0,02	2	0,24	19
Total		3,36	72	0,61	13	0,69	15

Tableau 3 : Localisation des parcelles non certifiées selon les étapes de certification

Etape de la certification auquel les usagers se sont arrêtés	Type de localisation spatiale	Usagers non bénéficiaires	
		Nombre	%
1 ^{re} étape : sensibilisation	Forêt primaire	17	61
2 ^e étape : dépôt de dossier	Versant de colline	8	29
3 ^e étape : affichage	Bas de pente	1	7
4 ^e étape : reconnaissance	Fond de vallon	2	4
Total		28	100

Tableau 4 : Proportion de sécurisation des unités spatiales

CLASSE	Unité spatiale occupée	Certification	
		Surface (ha)	Pourcentage (%)
Classe 1 (Faible taux de certification)	Bas de pente	0,29	44
	Versant de colline	0,31	47
	Fond de vallon	0,06	9
	TOTAL	0,66	100
Classe 2 (Taux de Certification moyen)	Bas de pente	0,3	23
	Versant de colline	0,75	58
	Fond de vallon	0,25	19
	TOTAL	1,3	100
Classe 3 (Taux de certification élevé)	Bas de pente	8	89
	Versant de colline	0,84	9
	Fond de vallon	0,11	1
	TOTAL	8,95	100

Tableau 5 : Type de culture sécurisée par classe

CLASSE	Pérennes certifiées		Non Pérennes certifiées				Total	
	Surface tanimboly (ha)	%	Surface Jachère (ha)	%	Surface tavy (ha)	%	Surface (ha)	%
1	0,34	53	0,09	14	0,21	33	0,64	100
2	0,33	31	0,12	11	0,63	58	1,08	100
3	8	91	0,48	5	0,36	4	8,84	100
Total	8,67	79	0,69	10	1,20	11	10,56	100

REMERCIEMENTS

Nous remercions le Projet PARRUR-FPPSM d'avoir financé le Collectif SYLVA TERRA qui a apporté son soutien financier pour la réalisation de l'étude. Nous sommes reconnaissants aux membres du Collectif et de l'équipe du Département Agro-Management de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques de l'Université d'Antananarivo.